



APPEL À COMMUNICATION

ÉCOLE DOCTORALE INTERNATIONALE

Écrire le genre dans les sciences sociales et le développement

Les 5 & 6 janvier 2022
à l'Institut d'Études du
Développement de la Sorbonne



Contexte

L'égalité de genre est désormais reconnue comme essentielle dans les projets de développement, ainsi que l'a souligné avec force le très influent *Rapport sur le Développement Humain* publié en 2011 par le PNUD sous le titre « Durabilité et équité ». Cette année-là, le PNUD ajoute pour la première fois deux nouvelles mesures pour calculer l'indice de Développement Humain (IDH) : l'indice de pauvreté multidimensionnelle et l'indice d'inégalité de genre. Ces indices font entrer dans les calculs des données relatives à l'espérance de vie et au revenu par habitant, l'accès aux soins de santé reproductive, le nombre d'années de scolarisation, la représentation parlementaire et la participation des femmes au marché du travail, les facteurs ayant trait à la vie des familles, comme l'accès à l'eau propre, aux combustibles pour la cuisine et aux services de santé, ainsi qu'aux biens domestiques de base et à des habitations aux normes. Cette énumération montre que tous les domaines du développement sont concernés par une perspective de genre et que la manière dont les habitant.e.s sont affecté.e.s selon leur genre ouvre des perspectives renouvelées de compréhension des phénomènes de développement.

L'introduction de l'indice d'inégalité de genre, en particulier, est une suite logique aux engagements pour l'égalité pris à Beijing en 1995 lors de la Conférence de l'ONU sur la population qui a débouché 5 ans plus tard sur les Objectifs du Millénaire, classant à la 8^{ème} place l'objectif d'égalité entre les femmes et les hommes. Les Objectifs du Développement Durables de 2015 ont fait remonter cette exigence à la 5^{ème} position, indiquant de cette façon la place de plus en plus urgente dans l'agenda politique international et la baisse de la tolérance d'un grand nombre de sociétés vis-à-vis de ce type d'inégalités.

Si la prise en compte du genre marque une rupture dans le domaine du développement et de l'intervention d'urgence, elle est beaucoup plus ancienne dans les sciences sociales. Le pont s'établit entre les deux sphères – sciences sociales et développement – il y a près de 50 ans. Dès 1970, en effet, l'économiste Esther Boserup avait attiré l'attention sur la nécessité de prendre en compte des femmes dans les politiques de développement. La route a été longue puisqu'il a fallu près de quatre ou **cinq décennies pour penser non plus le genre sous le simple prisme des femmes, mais pour le comprendre, dans le développement économique et social, comme un ensemble de rapports sociaux de sexe, mais aussi de race, de caste, de sexualité, de génération, de handicap, et de classe. Il se conçoit désormais non seulement en amont des politiques publiques de développement, mais inversement en aval, pour comprendre ce que ces politiques modifient en matière de pratiques et de représentations dans les rapports sociaux.** Tandis qu'il se retrouve banalisé, cinquième item des ODD, le genre s'affirme ainsi dans toute sa transversalité.

Objectifs et publics

L'école doctorale : « Ecrire le genre dans les sciences sociales et le développement » vise à s'interroger sur la place de l'épistémologie et des méthodologies d'enquête propres aux sciences sociales du genre (histoire, socio-anthropologie, géographie, économie) dans et face aux politiques de développement. Le genre, entendu ici à la fois construction sociale des identités multiples (masculinités, féminités, identités tierces), concept heuristique pour mieux comprendre ce qu'on appelle encore aujourd'hui le « développement économique et social », et outil d'analyse et d'action, reste encore pour beaucoup un champ de recherche flou, parfois incompris. C'est aussi un domaine qui évolue rapidement à la faveur de mouvements sociaux, politiques et sanitaires. En outre, les études de genre trouvent de manière croissante des prolongements ou des liens avec les études subalternes, post ou décoloniales, l'écoféminisme etc. Autant d'ouvertures de champs de recherches contemporaines passionnantes et complexes, qui peuvent rendre le domaine multiple, parfois mal compris, et surtout qui peuvent alimenter des postures qui ne sont pas toujours scientifiques.

Dans ce contexte, la situation mérite que l'on se pose, avec des chercheur.es et enseignant.es-chercheur.es et des doctorant.e.s à l'orée de leur parcours de recherche, des questions importantes, voire urgentes sur les relations entre le genre et le développement.

Ces questions concernent des éléments théoriques, de méthodologie et de positionnement des chercheur.e.s. Il convient notamment de replacer des terminologies, des concepts, des questionnements dans la généalogie qui les a fait apparaître afin de comprendre leur construction et de les utiliser de façon pertinente. La réflexion sur les Objectifs du Développement Durable et la façon dont le genre est intégré à tous les projets de développement, l'injonction même qui est faite de le prendre en considération, bien que bénéfique d'un point de vue objectif pour la conception et la réalisation des projets, ne doit pas se faire sans une analyse des raisons et des conditions qui président à son intégration.

Cette école doctorale a pour objectif de confronter la richesse des regards venus de différents pays du monde, de jeunes chercheur.e.s et chercheur.e.s plus expérimenté.e.s sur la manière dont le genre est utilisé dans leurs recherches sur le développement et sur des problématiques désormais transversales à toutes les sociétés. Elle aura à cœur de poser un regard critique sur l'ODD 5 (égalité de genre et autonomie des filles et des femmes) articulé aux autres ODD selon les recherches engagées.

Partenariats

L'initiative est fondée sur le réseau genre en construction de la Chaire UNESCO « Défis partagés du développement : savoir, comprendre, agir » impliquant des partenaires universitaires de Côte d'Ivoire, du Burkina Faso, du Togo, de Guinée, du Mali, du Maroc, de la Belgique et du Canada. Elle fait suite au Colloque international 2019 *Genre, inégalités et violences en Afrique* qui s'est tenu à l'ENSEA d'Abidjan, Côte d'Ivoire, le vendredi 21 juin 2019 soutenu par l'UMR D&S, la Chaire UNESCO Défis partagés du développement, l'Agence française de développement (AFD), le Fonds des Nations-Unies pour la Population, l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et le Ministère français de l'Europe et des affaires étrangères.

Fort de l'engouement des doctorant.e.s européens, canadiens et africains mobilisé.e.s pour cet événement de 2019, l'Ecole présentée ici par l'UMR D&S, l'IEDES et la Chaire Unesco vise à poser les bases d'un réseau international Genre et développement ouvert et pluridisciplinaire.

Lieu

L'événement sera accueilli les 5 et 6 janvier 2022 à la [Cité du développement durable](#), pôle international de recherche et de coopération des acteurs du développement durable dont l'université Paris 1-IEDES assure la présidence depuis 2018. A ce titre, elle mettra à disposition de l'événement le pavillon Indochine et assurera les procédures de réservation auprès de la Ville de Paris.

Appel à communication

Les journées doctorales sont organisées en deux temps. Le premier temps sera l'occasion d'une table ronde entre des chercheur.es expérimenté.es ayant travaillé sur ces questions depuis plusieurs années, voire sur plusieurs décennies. Ces « grands témoins » apporteront leur contribution à la réflexion sur la manière de faire enquête, sur l'épistémologie du genre dans le développement, ses enjeux et ses contraintes, ses écueils aussi. Les expériences sur des terrains d'Asie, d'Amérique du Sud et d'Afrique seront privilégiés.

L'appel à communication concerne les ateliers doctoraux de la seconde journée qui portent sur divers aspects de l'inscription et de l'écriture du genre dans les sciences sociales du développement. Ils s'organisent autour de 4 axes de travail :

Axe 1 : Les angles morts du genre (santé, travail, prison, violence, migrations)

Qu'est-ce que « le genre », tel qu'il est compris par les acteurs et actrices qui le mobilisent comme outil d'action, ignore, rend invisible, voire rejette ? Les institutions gouvernementales, les organismes internationaux ou encore les groupes militants s'emparent du genre et de ses catégories pour justifier des interventions et promouvoir des changements. Pourtant, force est de constater que ces catégories, en définissant des sujets ou des objets comme « problématiques », mettent l'accent sur un aspect de la réalité sociale et en délaissent d'autres. Dans cet axe, nous souhaitons nous intéresser à la manière dont les mots, les catégories et les concepts liés au genre rendent invisibles certains faits sociaux. Par exemple, la violence des femmes reste un impensé des études de genre. A l'inverse, il sera également pertinent de souligner l'invisibilisation des femmes, des minorités sexuelles ou de genre dans de « grands » objets du développement : la santé, le travail, ou encore les migrations (entre autres). Ces sujets sont généralement abordés par les acteurs et actrices du développement au masculin-neutre, laissant de côté les problèmes de santé reproductive et sexuelle, le travail de soin ou le travail du sexe, ou encore les questions liées à la migration féminine.

Axe 2 : Masculinités/sexualités

Dans cet axe, l'accent sera mis sur la manière dont les subjectivités genrées et sexuelles se construisent et se transforment. Comment devient-on un homme ? Les études de genre s'intéressent de plus en plus à la diversité des masculinités, et à la manière dont la définition de ce qu'est un « homme » pourrait être changée. Comment devient-on trans, queer, non-binaire ? Comment notre genre se construit-il en lien avec notre subjectivité érotique et sexuelle ? Les réponses à ces questions changent selon les contextes politiques, économiques, sociaux et culturels. Les acteurs du développement se préoccupent aujourd'hui de la population LGBTQIA ou LGBT+, contribuant eux aussi à définir ce que signifie, par exemple, « être gay » ou « être lesbienne », souvent selon un standard occidental. Ces interventions peuvent être réappropriées ou refusées par les personnes concernées. Y compris dans les initiatives de mémoire et d'historisation, une « histoire des minorités sexuelles et de genre » s'affirme avec plus de force. De quelle manière ces interventions contribuent-elles à construire une communauté (locale, nationale ou internationale) ?

Axe 3 : Genre et savoirs situés

Dans cet axe, sera abordée la pluralité des méthodologies utilisées dans les « études de genre », selon nous réunies autour d'une idée : celle des savoirs situés, promue notamment par Donna Haraway et par de nombreuses philosophes des sciences. Pourtant, « situer » son savoir peut prendre des formes très variées selon les disciplines, les courants de pensée et les méthodes employées. Cette démarche est propice à réinterroger les catégories, les concepts et les cadres d'analyse utilisés à la fois au cours de l'enquête et son traitement.

Axe 4 : Subjectivité(s) et inégalités

Les chercheuses et chercheurs en études de genre, en s'intéressant aux subjectivités et à l'expérience vécue des individus, ont souligné à quel point elles étaient fragmentées et vulnérables. C'est particulièrement le cas pour les sujets dont l'identité est sans cesse niée, contredite et remise en question par la domination. Comment les subjectivités sont-elles construites – et détruites – par les

inégalités, les violences, le manque d'accès aux droits ? Dans des contextes hostiles, comment les personnes « minorisées » arrivent-elles à construire leur propre univers de sens, mais aussi, de manière très pratique, à subvenir à leurs besoins matériels et émotionnels ? Quelles solidarités se mettent en place pour faire face à la marginalisation ? Dans cet axe, les doctorant.es sont encouragé.es à s'intéresser au concept d'intersectionnalité, mais aussi à tout autre concept – plus ancien ou plus récent - qui pourrait permettre aux sciences sociales de mieux saisir comment les effets des inégalités sur la vie quotidienne des individu.es.

Calendrier des candidatures

Cet appel à communication s'adresse prioritairement aux doctorant.es de seconde ou troisième année ou plus, ayant déjà réalisé une partie de leur enquête (terrain, archives, enquête qualitative ou quantitative).

Avant le 22 octobre, il est demandé aux doctorant.es d'envoyer un **résumé** de 1 à 2 pages hors bibliographie s'inscrivant dans l'un de ces 4 axes s'appuyant sur leurs propres recherches. Les auteur.es dont les propositions seront retenues par le conseil scientifique seront informé.es le 15 novembre.

Les résumés sont à envoyer à :

contact@chaireunescodefisdev.org

Retombées attendues et livrables

La publication d'un dossier thématique de revue « Genre et développement » sera proposée à l'issue de l'école.

Comité scientifique, participant.e.s (en cours de confirmation)

Addy Mosso Rosine, EC, Statistiques, ENSEA, Abidjan
Angeloff Tania, EC, Sociologie, IEDES, Paris
Borrillo Sara, EC, Sociologie, Université l'Orientale, Naples
Cudeville Elisabeth, EC, Economie, U. Paris 1, Paris
D'Hont Olivier, EC, Anthropologie, IEDES, Paris
Delescluse Annélie, Doctorante, Sociologie, IEDES, Paris
Georges Isabel, Chercheure, Sociologie, IRD, Paris
Gautrand Mélina, Doctorante, Sociologie, EHESS, Paris
Gillot Gaëlle, EC, Géographie, IEDES, Paris
Guénard Charlotte, EC, Economie, IEDES, Paris
Kola Edinam, EC Géographie, Université de Lomé, Lomé
Le Naëlou Anne, EC, Sociologie, IEDES, Paris
Marazyran Karine, EC Economie, IEDES, Paris
Marius Kamala, EC Géographie, Université de Bordeaux Montaigne, Bordeaux
Nadifi Rajaa, EC Littérature/études de genre, Université Hassan II de Casablanca, Casablanca
Ngoubeng Léna, Doctorante Sociologie, IEDES, Paris
Revault Pascal, Haut Conseil de la Santé Publique, Paris
Sondarjee Maïka, EC, EDIM, Ottawa
Soukouna Sadio, Post-doctorante Sciences Politiques, IRD, Paris
Touré Mabetty, EC géographie, Université Sonfonia, Conakry
Verschuur Christine, Chercheure, IHEID, Genève
Wayack Pambè Madeleine, EC démographie, ISSP, Ouagadougou

Éléments bibliographiques

Angeloff, Tania, et Mosconi, Nicole. « Enseigner le genre : un métier de Pénélope », *Travail, genre et sociétés*, vol. 31, no. 1, 2014, pp. 21-27.

Beaubatie, Emmanuel (2019), « Changer de sexe et de sexualité. Les significations genrées des orientations sexuelles », *Revue française de sociologie*, 60 (4) : 621-649.

Borgeaud-Garciandía, N., Araujo Guimarães, N., Hirata, H. (2020), « Introduction : *care* aux Suds : Quand le travail de *care* interroge les inégalités sociales. » *Revue internationale des études du développement*, 2(2) : 7-34.

Cardi, C. & Pruvost, G. (2012). *Penser la violence des femmes*. Paris : La Découverte.

Clair, Isabelle (2016), « La sexualité dans la relation d'enquête : Décryptage d'un tabou méthodologique », *Revue française de sociologie*, 1(1) : 45-70.

Fassin, Eric (2015), « Les langages de l'intersectionnalité », *Raisons politiques*, 2(2) : 5-7.

Haraway, Donna (1988), « Situated knowledges: the science question in feminism and the privilege of partial perspective », *Feminist Studies*, 14 (3): 575 – 599.

Lacombe, D., Marteu, E., Jarry-Omarova, A., Frotiée, B. (2011), « Le genre globalisé : cadres d'action et mobilisation en débats », *Cultures & Conflits*, 83 (3) : 7-13.

Lerenard, Amélie (2010), « Partager des contraintes de genre avec les enquêtées. Quelques réflexions à partir du cas saoudien », *Genèses*, 81 (4) : 128-141.

Marius Kamala, Raibaud Yves. « Genre et Géographie : du questionnement à l'évidence » dans Kamala Marius et Yves Raibaud, *Genre et Construction de la géographie*, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, p.15 à 24, 2013.

Maruani, Margaret (2013), *Travail et genre dans le monde. L'état des savoirs*, Paris : La Découverte.

Puig de la Bellacasa, Maria (2014), *Les savoirs situés de Sandra Harding et Donna Haraway : science et épistémologie féministe*, Paris : L'Harmattan.

Rebucini, Gianfranco (2013), « Masculinités hégémoniques et « sexualités » entre hommes au Maroc. Entre configurations locales et globalisation des catégories de genre et de sexualité », *Cahiers d'études africaines*, 209 – 210 (1-2) : 387-415.

Roux, Sébastien (2009), « « On m'a expliqué que je suis "gay" ». Tourisme, prostitution et circulation internationale des identités sexuelles », *Autrepart*, 49 (1) : 31-45.

Towle, E.B., Morgan, L.M. (2002), « Romanticizing the transgender narrative. Rethinking the use of the "third gender" concept » *GLQ: A Journal of Lesbian and Gay Studies*, 8 (4): 469-497.

Verschuur, C., Destremau, B. (2012), « Féminismes décoloniaux, genre et développement : Histoire et récits des mouvements de femmes et des féminismes aux Suds », *Revue Tiers Monde*, 1(1) : 7-18.